

Guillaume d'Urach, le prince qui aurait bien voulu être grand-duc d'Alsace-Lorraine, puis roi de Lituanie

Éric de Haynin



Guillaume d'Urach.

Certains destins sont taquins, et celui du duc Wilhelm Karl von Urach (1864-1928), Guillaume d'Urach en français, le fut assurément. Notre homme était issu d'une branche cadette des Wurtemberg, écartée du trône pour avoir embrassé le catholicisme. Or justement, il sera présenté dans les vingt dernières années de sa vie pour monter sur plusieurs trônes, sans que jamais cela se concrétise. Et parmi eux, apparaît un lien supplémentaire entre l'Alsace, la Lorraine et la Lituanie, puisqu'il fut question pour les unes comme pour l'autre d'avoir le duc d'Urach pour monarque.

Mais reprenons par le début. Le jeune Guillaume avait été l'enfant d'un remariage tardif de son père Guillaume (Wilhelm) avec la princesse Florestine de Monaco, n'ayant eu que des filles du premier lit. Si bien que Guillaume d'Urach naquit sur le célèbre rocher de la Riviera et fut orphelin de père alors qu'il n'avait que cinq ans. Contrairement à son petit frère Charles-Joseph (Karl Josef), on ne connaissait au duc d'Urach aucune passion ni extravagance. Malgré une enfance passée dans le château enchanté de Lichtenstein suspendu à une falaise, c'était un homme sérieux, bon catholique, ouvert tant aux sciences – il soutiendra sa thèse en géographie – qu'en politique, où contrairement à nombre de hauts aristocrates, il applaudissait aux aspirations parlementaires dans l'empire allemand des Hohenzollern, trop militarisé à son goût. À ce titre, il entretenait de bonnes relations avec plusieurs députés, et notamment Matthias Erzberger, un des leaders du parti catholique Zentrum (qui deviendra vice-chancelier et ministre des finances sous la république de Weimar en 1919). Et tandis que son frère se déguisait en chamane du Pérou lors de ses lointains voyages, le duc, plus sagement, fit sa carrière militaire comme général de cavalerie wurtembergeois.

En 1910, première alerte. Un soulèvement à Monaco fait vaciller le trône de son cousin Albert I^{er} et son nom circule pour le remplacer. Mais les autorités françaises balayaient vite cette option, n'ayant aucune envie de voir s'installer un prince allemand sur la Côte d'Azur. Il ne faudra pas attendre trois ans pour qu'une nouvelle occasion se présente, en Albanie cette fois. Le pays est à créer sur les décombres de l'Empire ottoman, ouvrant une opportunité aux

petites maisons régnaient à se hisser dans la cour des grands. Mais l'Albanie se fera sans Urach. C'est un autre prince, de la maison de Wied, qui lui sera – brièvement – préféré.

Lorsqu'éclate la Première Guerre mondiale, les frontières volent en éclats. En 1915, les Russes évacuent le front oriental, laissant aux Allemands un vaste espace englobant les régions de Bialystok et de Grodno, la Lituanie et la Courlande. Les autorités militaires y instaurent l'Ober Ost, une administration de guerre où les réquisitions, enrôlement de force de travailleurs et exploitation systématique des richesses locales sont vaguement atténués par une politique officielle d'amitié allemande, avec ses échanges universitaires et intellectuels divers.

Tenaces, les Lituanais obtiendront que leur pays redevienne un État, mais avec quelle marge de manœuvre ? Plusieurs de leurs leaders engagés pour la cause avaient noué des relations avec les députés allemands au Reichstag, du moins dans les partis opposés aux pleins pouvoirs confiés par le Kaiser aux généraux. Il y avait en effet une convergence de lutte entre un dirigeant du Zentrum tel Matthias Erzberger et les Lituanais. En juillet 1917, Erzberger avait en effet proposé au Reichstag une motion de paix qui avait été adoptée par une majorité des députés. Ils essayaient, l'un en interne, les autres sur leur terre natale, de relancer sans tarder le processus démocratique et parlementaire, mis sous cloche par la guerre. Tous avaient face à eux le parti annexionniste et conservateur allemand qui applaudissait au régime d'exception et au tout-militaire et qui réclamait déjà, au jour de la victoire, de nouvelles et vastes annexions au Reich. Erzberger s'en inquiétait, comme les Lituanais. Le premier parce qu'il y voyait un obstacle sérieux à la fin des hostilités, les seconds pour leur volonté d'indépendance. Car depuis l'été 1917, Erzberger en était convaincu : ses précieux contacts en Amérique l'avaient persuadé que la meilleure des paix serait la plus rapide. Qu'il fallait même une bonne paix, équilibrée, reprenant quelques principes qui rencontraient alors un formidable écho, tel celui du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Prenez l'Alsace-Lorraine. Depuis 1871, les vainqueurs allemands n'avaient pas trop su sous quelle forme incorporer cette prise de guerre arrachée aux Français. En attendant, un compromis avait penché pour une formule bizarre, le Reichsland, sorte de territoire partagé par tous les autres États fédérés du Reich. Avec les années, on reparla d'un nouveau statut plus présentable et bien sûr, vu l'époque, c'est à une monarchie intégrée à l'empire, comme le Bade ou la Bavière, qu'on pensa pour l'Alsace. Avant le début de la Grande guerre, une réelle autonomie administrative et législative lui avait certes été accordée avec la Constitution de 1911, la création d'un Landtag (diète régionale) et d'un ministère d'Alsace-Lorraine, mais les options dynastiques s'étaient toutes éteintes, l'une après l'autre, en raison notamment des rivalités féroces entre maisons régnaient candidates.



Armoiries du roi Mindaugas II.

Or en 1917, la question se reposa. Le 21 juillet, Erzberger fut reçu en audience par le chancelier du Reich et lui fit part de son idée : faire de l'Alsace-Lorraine un grand-duché qui ne soit pas nécessairement dans l'empire, ce qui – selon lui – impressionnerait favorablement les Américains et ôterait un argument revanchard aux Français. Et pour le grand-duc, Erzberger avait son idée : Wilhelm Karl, notre duc d'Urach. La presse de l'époque s'en fit l'écho. Comme l'option monarchique était concrètement envisagée, d'autres velléités se firent bien sûr à nouveau connaître chez certaines maisons princières germaniques.

Mais trop visionnaire, jugée défaitiste sur le moment, l'idée d'Erzberger resta mort-née. Le leader catholique avait pourtant sa solution de rechange : Urach aura toute sa place dans un autre projet qui lui tenait à cœur, celui de l'émancipation des peuples. N'avait-il pas présenté, dans sa motion de paix du 19 juillet au Reichstag qui avait mise en échec les annexionnistes, une proposition ouvrant la voie à la constitution d'États sous parapluie germanique ? La Lituanie, qui préparait pour septembre la tenue de sa Conférence nationale de Vilnius et instaurera son Conseil exécutif fort de vingt membres, la Taryba, en était la parfaite illustration.

La ville de Fribourg-en-Brisgau servit fréquemment de base aux discussions. Urach venait parfois en voisin et promettait tout ce qu'on lui demandait. La stratégie d'émancipation avait été en effet peaufinée. On savait que l'empereur était encore hostile à l'indépendance, n'écoulant que ses généraux, et donc, il fallait rassurer de ce côté pour obtenir l'essentiel, la liberté dans la reconnaissance culturelle. Le 11 décembre 1917, la Taryba proclama un lien « ferme et perpétuel » avec l'Allemagne, la question du monarque restant encore à finaliser, bien que le choix d'Urach ait germé dès le mois d'octobre à Fribourg.

Les choses, ensuite, vont traîner, du fait surtout de la mauvaise volonté des généraux allemands, qui refusèrent souvent de délivrer les visas aux dirigeants lituaniens invités à Berlin. Alors que le pays était toujours occupé par les troupes allemandes et que se négociait à Brest-Litovsk le futur traité entre les Empires centraux et les Bolcheviks, la Taryba déclara le 16 février 1918 l'indépendance de la Lituanie. La question du futur régime n'y fut pas évoquée. Certains accusaient en effet le clergé d'y être trop présent, comme le prélat Jurgis Matulaitis, l'ami d'Erzberger (qui sera nommé évêque de Vilnius en octobre 1918 et qui avait étudié avant-guerre avec quelques autres figures lituaniennes à l'université de « l'autre » Fribourg, celle en Suisse), alors qu'inversement plusieurs socialistes renâclaient à l'idée d'un roitelet allemand à la tête de leur pays.

Pressée à la fin mai par Erzberger, qui craignait la réelle menace de voir le pays rétrogradé en province allemande sous couvert d'une union personnelle avec le royaume de Saxe, la Taryba adopta le 4 juin une résolution pour inviter officiellement Urach à devenir roi de Lituanie. Le 1^{er} juillet, une délégation spéciale de la Taryba rencontra le duc à Fribourg. Malgré l'ingérence des dirigeants militaires allemands, Urach accepta ce jour-là toutes les conditions qui lui étaient imposées par la Taryba, notamment de se nommer Mindaugas II, de s'entourer de Lituanien tant au gouvernement qu'à la cour, et de s'assimiler au plus vite, quitte à ne pas quitter son futur royaume plus de deux mois par an sans autorisation du parlement. On dit qu'il commença aussitôt à apprendre la langue dans sa bibliothèque du Lichtenstein et à se préparer à déménager à Vilnius, le palais de Verkiai devant être sa résidence.

À la surprise des participants, la chancellerie de Berlin resta muette. Le 11 juillet 1918, fatiguée d'attendre, la Taryba officialisa les décisions prises à Fribourg : la Lituanie devenait une monarchie constitutionnelle, Guillaume d'Urach était déclaré roi de Lituanie et était invité officiellement à occuper le trône. Treize membres votèrent en faveur d'Urach, cinq contre, dont Mykolas Biržiška, Steponas Kairys, Stanislovas Narutavičius et Jonas Vileišis qui se retirèrent de la Taryba en signe de protestation contre la restauration de la monarchie. Petras Klimas vota contre mais ne s'en retira pas.



Le palais de Verkiai à Vilnius en 1904.

Hélas, le roi Mindaugas sera poursuivi par son destin. Pendant quelques jours pourtant, l'horizon s'était brièvement éclairci. Après l'échec de sa grande offensive estivale, le haut commandement allemand, épuisé et conscient de l'inéluctable défaite, se retira précipitamment des affaires pour ne pas endosser la responsabilité du désastre annoncé. Le Kaiser appela le 3 octobre le libéral Max de Bade comme chancelier, un ami tant du roi de Lituanie que d'Erzberger. Mais c'était trop tard. Dès la fin du mois, les Lituanien s'étaient persuadés de la défaite de l'Allemagne et de l'urgence de se désolidariser de sa chute. Il fallait sauver l'indépendance et cette fois, ce furent les Lituanien qui ne voulurent plus de roi. Une république, pile dans le symbole du droit des peuples et des fameux points du président Wilson, sans lien avec l'Allemagne, convenait bien mieux à l'air du temps.

Mindaugas II, redevenu tristement Wilhelm Karl, n'aura eu le temps que de se dessiner un uniforme et des médailles. Il ne mit jamais les pieds dans son royaume. Navré par tant d'échecs, dont un qui l'attendra encore à Monaco en 1919, l'homme qui voulut être grand-duc, prince, roi s'éteignit en 1928 sur la Riviera ligure, loin des trônes convoités.